



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

COPIÉ SIT

DIRECTION DE
L'ADMINISTRATION
GÉNÉRALE

Bureau de
l'Environnement

Affaire suivie par Catherine FRANKE
Tél : 03 87 34 88 29
Fax 03 87 34 85 15
Internet : catherine.franke@moselle.pref.gouv.fr

ARRETE

N° 2006-AG/2- 82

en date du 21 février 2006

abrogeant les dispositions de l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral N° 2002-AG/2-129 du 6 mai 2002 prescrivant à la S.A.R.L BOYON Jean-Claude la réalisation de travaux au niveau de la décharge qu'elle a exploitée au lieu-dit «La Crouyotte» à Marly

**LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR**

Vu le Code de l'Environnement, le titre 1^{er} de son livre V relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application du code susvisé, et notamment son article 18 ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-129 du 6 mai 2002 prescrivant à la SARL BOYON Jean-Claude la réalisation de travaux au niveau de la décharge qu'elle a exploitée au lieu-dit « La Crouyotte » à MARLY ;

Vu l'évaluation simplifiée des risques transmise à la Préfecture de la MOSELLE par courrier en date du 19 décembre 2001 ;

Vu le rapport de l'Inspection des Installations Classées en date du 6 décembre 2005 ;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène, lors de sa séance du 24 janvier 2006 ;

Considérant, au regard des fonds géochimiques naturels en manganèse et fer déterminés par le BRGM en juin 2000, qu'il n'y a plus lieu de considérer le sol de la décharge comme une source de pollution ;

Considérant que les analyses réalisées en 2004 et 2005 sur les piézomètres au droit du site ne mettent pas en évidence d'impact en cuivre, hydrocarbures et fer sur les eaux souterraines ;

Considérant que le manganèse observé dans les eaux souterraines au droit du site est présent de façon naturelle dans certains captages d'eau souterraine sur le secteur de METZ Sud ;

Considérant que la présence de manganèse en aval de la décharge ne peut pas être imputée au site ;

Considérant par conséquent que la surveillance des eaux souterraines au droit du site n'a pas lieu d'être poursuivie ;

Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture de la MOSELLE ;

ARRETE

Article 1

Les dispositions de l'article I.3 de l'arrêté préfectoral n° 2002-AG/2-129 du 6 mai 2002 sont abrogées.

Article 2 : Information des tiers

En vue de l'information des tiers :

1°) une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie de Marly et pourra y être consultée par tout intéressé ;

2°) un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie pendant une durée d'un mois ;

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire.

Le même extrait sera affiché en permanence, de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant.

Article 3 : Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent préservés par la présente décision afin qu'ils puissent faire valoir devant les tribunaux compétents dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage du présent arrêté toute demande en indemnité en raison du dommage qu'ils prétendraient leur être occasionné par l'établissement

Article 2 : Exécution de l'arrêté

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle,
le Sous-Préfet de Metz-Campagne,
le Maire de Marly,
les Inspecteurs des Installations classées,
et tous agents de la force publique,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg par le demandeur ou l'exploitant, dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

METZ, le 21 février 2006

LE PREFET,
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général
Signé Bernard GONZALEZ